



HAL
open science

España, doce años de ceguera (version espagnole)

Nathalie Rey, Dominique Plihon

► **To cite this version:**

Nathalie Rey, Dominique Plihon. España, doce años de ceguera (version espagnole). Europa al borde del abismo, Barataria, pp.160, 2012. halshs-00688472

HAL Id: halshs-00688472

<https://shs.hal.science/halshs-00688472>

Submitted on 4 May 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



L'Espagne, douze années d'aveuglement

Dominique Plihon et Nathalie Rey, Economistes atterrés,

Université Paris-Nord

Décembre 2011

L'Espagne poursuit une trajectoire originale par rapport aux autres pays de l'Union européenne. Après la Seconde Guerre Mondiale, sous la dictature franquiste, l'Espagne a connu une période d'isolement, comme son voisin portugais. Elle n'a pas bénéficié du mouvement rapide de développement économique des pays d'Europe occidentale. Toutefois, à partir des années 1960, l'Espagne entre dans un processus de rattrapage. Le PIB par tête est ainsi passé de 66% à 70% du niveau français de 1963 à 1970¹. Une politique de modernisation a été mise en œuvre, avec la restructuration des grands secteurs de l'économie espagnole (agriculture, chantiers navals, sidérurgie, textile), qui a entraîné une montée spectaculaire du chômage de 1,9% à 17,7% de 1965 à 1975. En 1977, deux ans après la mort de Franco, l'Espagne présente officiellement sa demande d'adhésion à la CEE. Après 1986 et l'entrée dans la CEE, une nouvelle phase d'expansion a commencé. Avec l'aide des fonds structurels européens, l'Espagne a modernisé ses infrastructures obsolètes. A la suite de la libéralisation des échanges, l'ouverture commerciale de l'Espagne s'est accrue. Ses importations ayant augmenté plus rapidement que ses exportations, l'Espagne a subi une progressive dégradation de sa balance commerciale, qui atteint 3,7 % du PIB en 1992. Les contrôles de capitaux ont été supprimés, les investissements directs et de portefeuilles étrangers ont afflué. L'économie espagnole est devenue plus sensible à la contrainte extérieure. Ayant un rythme d'inflation supérieur à celui de ses partenaires européens, l'Espagne, qui avait réussi à stabiliser son taux de change de 1983 à 1992, est victime de la crise du SME de 1992-93 ; sa monnaie se déprécie de plus de 20%, ce qui lui permet de restaurer sa compétitivité et donne un coup de fouet à son économie. A partir de 1995, le gouvernement espagnol a tout mis en œuvre pour satisfaire les critères de convergence nominaux imposés par le traité de Maastricht² afin de permettre à l'Espagne d'intégrer l'union économique et monétaire dès sa création en 1999. Le parcours européen de l'Espagne a d'abord été considéré comme un succès, ce pays faisant figure de meilleur élève de la classe européenne. Mais l'application zélée des politiques néolibérales, et les dysfonctionnements de la zone euro, ont conduit l'Espagne sur les chemins dangereux de la financiarisation et de la désindustrialisation. A tel point que l'avenir de l'économie espagnole est devenu incertain après le choc de la crise financière, d'autant que les politiques d'austérité menées par les gouvernements successifs ne peuvent qu'aggraver la situation économique et sociale du pays.

I/ L'Espagne, bon élève de l'Europe néolibérale

Les performances économiques de l'Espagne apparaissent excellentes depuis 1995. Le taux de croissance est un des plus élevés, s'élevant à 3,9% en rythme moyen annuel de 1997 à 2006, contre 2,5% pour l'Union européenne et 2,3% pour la zone euro. En 2006, l'Espagne est la 5^{ème} économie de l'UE avec un PIB représentant 8,5% de celui de l'Union et un PIB par habitant de 5 points supérieur à celui de la moyenne de l'UE. Le chômage baisse également grâce à une croissance plus riche en emplois, notamment dans les services. Le taux de chômage, qui était l'un des plus élevés d'Europe, passe de 20% en 1994 à 8,5% en 2006, niveau inférieur à celui de la moyenne de la zone euro. Les finances publiques connaissent un redressement spectaculaire. Grâce à une forte croissance, Le solde public est ainsi passé d'un déficit de 6,6% en 1995 à un surplus de 2% du PIB en 2006, et la dette publique de 68,1% (son maximum) en 1996 à 39,7% en 2006. A la veille de la crise des

¹ Les sources des données utilisées dans ce chapitre sont : la base EcoWin de ThomsonReuters, le Ministerio De Economia y Hacienda, le Banco de España, le Instituto Nacional de Estadísticas.

² La convergence nominale de Maastricht reposait sur cinq critères : l'inflation, le taux d'intérêt, le taux de change, le déficit et la dette publics.

subprimes, l'Espagne était l'un des pays les plus vertueux de la zone euro et de l'Union européenne en matière de finances publiques.

Mais ces bons résultats économiques étaient trompeurs car ils étaient dus à des facteurs exceptionnels que les dirigeants espagnols, en fidèles disciples des principes néolibéraux, n'ont pas mis à profit pour combler le retard de l'Espagne en matière de protection sociale. Tout d'abord, l'Espagne a bénéficié des effets positifs de son intégration à l'espace économique et monétaire européen. Ainsi, la baisse des taux d'intérêt liée à l'entrée dans la zone euro³ a permis une diminution de 3 points de PIB des charges d'intérêt de l'État espagnol. L'Espagne est par ailleurs le pays de la zone euro qui a absorbé le plus de fonds européens (principalement par les fonds structurels, de cohésion, de politique agricole commune et du fonds social européen). Depuis l'entrée dans l'UE, les transferts de fonds européens se sont élevés en moyenne à 0,8% du PIB annuel. Enfin, appliquant le dogme néolibéral, les dirigeants espagnols ont procédé à des privatisations massives. Entre 1996 et 2001, la privatisation de 43 entreprises publiques a rapporté à l'État espagnol plus de 32 milliards d'euros. Ces recettes, ainsi que les ressources provenant des fonds structurels européens, ont facilité le retour à l'équilibre budgétaire, atteint en 2003, qui était l'un des objectifs prioritaires du gouvernement conservateur de José-Maria Aznar au pouvoir de 1996 à 2004. Pendant cette période, l'Espagne a été l'un des seuls pays de la zone euro à respecter strictement les objectifs du pacte de stabilité et de croissance⁴.

Mais l'Espagne a payé cher sa place de meilleur élève de l'Europe néolibérale : l'État-providence espagnol a pris du retard par rapport à la plupart des pays de l'UE. De 1995 à 2005, la part dans le PIB espagnol des dépenses sociales a diminué (passant de 23,8 % à 21,1 %), s'éloignant du niveau de la zone euro (stable à 29%) en moyenne dans l'UE. Le retard de l'Espagne est important en matière de politique familiale, d'équipement scolaire. En 2006, 19,9 % de la population espagnole vivait avec un revenu inférieur au seuil de pauvreté (19,6% pour l'Italie et 12,5% pour l'Allemagne et 13,2% en France).

II/ Un succès en trompe l'œil, conduisant à la désindustrialisation

De 1997 à 2005, l'économie espagnole a créé 4,5 millions d'emplois, soit plus du tiers des emplois créés dans la zone euro pendant cette période. Ce qui explique la forte décreue du chômage, déjà mentionnée. Cette évolution est d'autant plus remarquable que la population en âge de travailler a fortement augmenté (+2,9%, par an contre seulement +1% dans le reste de la zone euro), et que le taux d'activité féminine a rapidement progressé, passant de 43,3% à 56,8% de 1995 à 2005. Deux secteurs ayant une forte intensité en main d'œuvre expliquent l'essentiel des créations d'emplois : la construction, à hauteur de 20%, et les services pour 70% dont l'hôtellerie (21%), les administrations publiques (19%), les services aux entreprises (15%) et à la personne (11%). Cette évolution favorable a un revers de médaille : la croissance a été plus riche en emplois en Espagne parce que la productivité du travail a ralenti plus rapidement que dans le reste de l'Europe. La productivité apparente du travail a stagné en Espagne de 1997 à 2005, tandis qu'elle progressait de 0,8% dans la zone euro, de 1,3% en France et de 1,5% en Allemagne. La régularisation des travailleurs clandestins a joué un rôle important dans les évolutions observées. Les entreprises ont choisi de substituer au maximum le travail au capital pour profiter du coût relativement peu

³ En Espagne, les taux directeurs sont passés de 13,75% en décembre 1992 à 3,5% en décembre 2006. En Allemagne, ils sont passés de 8,75% à 3,5%.

⁴ Le Pacte de stabilité impose des limites de 3% du PIB pour le déficit public, et de 60% du PIB pour la dette publique.

élevé de la main d'œuvre. Il en résulte que l'effort d'investissement a été moindre, notamment dans les nouvelles technologies. La part des dépenses de recherche et développement (R&D) ne représentait que 1,2% du PIB espagnol en 2006 et 1,4% en 2009, contre 1,8% et 2% dans l'UE27, 2,5% et 2,8% en Allemagne et 2,1% et 2,2% en France. Ce qui est évidemment défavorable à la compétitivité et au commerce extérieur de l'Espagne.

Le processus de privatisation des entreprises publiques engagé à partir de 1993 a accentué une autre caractéristique du développement économique de l'Espagne qui est l'existence d'un nombre réduit d'entreprises, appelées « champions nationaux »⁵. Ces « champions » ont développé leur activité au niveau national mais ils ont surtout réussi à développer leur activité à l'international. Ils ont pratiqué une politique de croissance externe à l'étranger. Entre 1990 et 2006, les trente plus grandes entreprises espagnoles en termes de capitalisation boursière ont affiché, pour leurs actions, des niveaux de rendement supérieurs aux autres grandes entreprises européennes.

Ce succès masque la faiblesse du tissu industriel espagnol. En fondant son développement sur les secteurs de la construction et des services, l'Espagne a enclenché un processus dangereux de désindustrialisation. En 1997, 21% de la valeur ajoutée de l'économie espagnole était créée dans l'industrie, 65% dans les services, 7% dans la construction et 5% dans l'agriculture. En 2007, l'industrie espagnole ne crée plus que 17% de la valeur ajoutée contre 12% pour la construction et 68% pour les services. Elle réalise 7,5% du chiffre d'affaires industriel de l'UE27 pendant que les industries allemande et française en réalisent 26,1% et 12,9%. Dominée par trois secteurs d'activité (alimentation, boisson et tabac ; métallurgie et produits métalliques ; transports) et dépendante du marché national qui absorbe les trois quarts de la production, l'industrie espagnole est très exposée en cas de récession. En 2009, l'Espagne connaît son niveau de production industrielle le plus bas depuis 1996.

Par ailleurs, si les entreprises espagnoles ont créé beaucoup d'emplois depuis le milieu des années 1990 jusqu'à la crise en 2007, il faut remarquer qu'elles l'ont fait avec une croissance quasi nulle des salaires réels. Plusieurs facteurs expliquent cette stagnation salariale. D'une part, le recours massif à des emplois non qualifiés et l'important afflux de travailleurs immigrés sous-payés ont exercé des pressions à la baisse sur les salaires. D'autre part, les pouvoirs publics ont mené des réformes dites « structurelles » d'inspiration néolibérale sur le marché du travail, suivant en cela les recommandations de l'OCDE et des autorités européennes. La législation du travail en matière de licenciement et d'embauche, qui était très stricte pendant l'ère franquiste, a été assouplie à partir de 1984. Ce qui a provoqué une précarisation des conditions de travail. Les gouvernements conservateurs et socialistes ont introduit de nombreuses réformes depuis les années 1990 dont le résultat global a été d'accroître la part des contrats temporaires (surtout dans le secteur public) et de rendre moins généreuses les modalités d'indemnisation du chômage. En 2011, un chômeur espagnol bénéficie d'une indemnisation mensuelle brute comprise, selon la durée de ses cotisations, entre 497 et 1087 euros. Entre juin 2000 et juin 2011, le salaire minimum est passé de 495,6 euros à 748,3 euros (+51% en 10 ans) et reste l'un des plus bas d'Europe, bien en dessous de celui de la France (1365 euros) et même de celui de la Grèce (863 euros). Pour autant, le coût moyen du travail en Espagne a progressé plus rapidement que dans la zone euro, en raison de la faible productivité du travail, ce qui est évidemment

⁵Repsol, Sacyr, Telefonica, Banco Santander, BBVA, Ferrovial, Abertis, Zara et Mango

défavorable à la compétitivité espagnole. Par ailleurs, la part des salaires dans la valeur ajoutée, estimée à 38,8% sur la période 2001 – 2009, est supérieure au niveau moyen dans la zone euro (37,8%).

III/ Un modèle de développement non soutenable

On vient de voir qu'il y avait un « envers du décor » aux bons résultats de l'économie espagnole en matière de croissance, d'emploi et de finances publiques : insuffisance de l'État providence, faiblesse de la productivité, stagnation du pouvoir d'achat des salaires et précarité des travailleurs, désindustrialisation, endettement privé. En réalité, malgré des apparences flatteuses qui ont fait croire à un « miracle espagnol », le régime de développement de l'Espagne, depuis l'entrée de celle-ci dans la CEE en 1986, n'est pas soutenable. Aujourd'hui, l'économie espagnole souffre de deux maux pernicieux : sa financiarisation excessive, et l'absence de mécanismes d'ajustement entre pays de la zone pour remplacer les ajustements de taux de change. Il en est résulté de profonds déséquilibres, ce qui explique pourquoi l'Espagne a été profondément déstabilisée par le choc provoqué par la crise financière qui a débuté en 2007.

L'Espagne est un pays où les tendances inflationnistes sont restées importantes avec une hausse moyenne des prix de détail de 3,5% de 1990 à 2010, ce qui est significativement supérieur à l'inflation de la zone euro (3%), et de ses principaux partenaires et concurrents italien (3,1%), français (1,8%) et allemand (1,9%). Dans une union monétaire, où les taux de change sont fixes entre pays membres, cet écart persistant d'inflation a eu des effets négatifs sur l'économie espagnole. D'une part, cela a entraîné une surévaluation des prix espagnols et conduit à une dégradation de la compétitivité et des échanges extérieurs. Le déficit des transactions courantes espagnoles est l'un des plus élevés de la zone euro. Il a atteint 10% du PIB en 2007, avant la crise, et 4,8% du PIB en 2010.

D'autre part, le rythme élevé d'inflation s'est traduit par un bas niveau des taux d'intérêt réels, mesuré par l'écart entre le taux d'intérêt nominal et le taux d'inflation. Estimé à 0,8% pour l'Espagne sur la période 1999 – 2007, contre 2,4% et 3,1% pour la France et l'Allemagne, ce faible taux d'intérêt réel a fortement stimulé l'endettement des acteurs privés. Dès l'entrée dans l'UEM, qui a entraîné une diminution des taux d'intérêt, les ménages et entreprises espagnols ont modifié leur comportement, réduisant leur effort d'épargne et accroissant leur endettement. Le taux d'endettement des entreprises a plus que doublé, passant de 65% à 135% du PIB de 1995 à 2010. Ce qui a favorisé l'investissement des entreprises, surtout dans le secteur de la construction à partir de 2001. Les ménages ont augmenté fortement leurs dépenses depuis 2001. Comme leur pouvoir d'achat a stagné, ils ont financé ce surplus de dépenses par une baisse de leur taux d'épargne et par une importante hausse de leur taux d'endettement qui a doublé, passant de 65% à 130% de leur revenu disponible de 1995 à 2005, ce qui est l'un des plus hauts niveaux de l'UE. Cet endettement a principalement alimenté l'achat de logements. Les ménages ont bénéficié de prêts hypothécaires, à taux variables, parmi les plus avantageux d'Europe. En termes réels, compte tenu de l'inflation, les taux d'intérêt hypothécaires étaient pratiquement nuls au début des années 2000. Il en est résulté une hausse spectaculaire des prix de l'immobilier (+180% de 1997 à 2005). Au départ, cette hausse des prix a été causée par la croissance de la demande de logements des ménages liée à des facteurs financiers et démographiques (forte augmentation du nombre de ménages). Mais, par la suite, cette envolée des prix a été

alimentée par des anticipations de hausses futures, conduisant à un processus de bulle spéculative.

IV/ L'Espagne frappée de plein fouet par la crise : fin du « miracle » ?

Fin 2011, l'Espagne fait partie des pays vulnérables de la zone euro, même si sa situation apparaît moins critique que celle de la Grèce ou du Portugal. La croissance espagnole, qui était l'une des plus élevées de la zone euro, a brutalement chuté, passant de 3,9% de 1996 à 2007 à seulement 0,9% en 2008, puis à -3,7% en 2009. Au total, la chute serait de 2,9 % de 2007 à 2010, ce qui est supérieur à celle de la zone euro (2,1%). Ce fort ralentissement est le contrecoup de la crise, mais il provient aussi de ce que les facteurs exceptionnels, mentionnés précédemment, qui ont contribué à la forte expansion espagnole, ont disparu avec la réduction des transferts européens, la hausse des taux d'intérêt, l'effondrement du secteur immobilier. Sur la période 2007-2013, le montant des fonds européens transférés à l'Espagne est réduit de près de 50%, il passe de 62,3 à 32,5 milliards d'euros. Cette baisse des aides européennes se justifie par une croissance économique espagnole plus élevée que celle de ses autres partenaires européens, et par l'entrée dans l'Union en 2004 de pays plus pauvres, qui fait passer le revenu par tête espagnol de 85% de la moyenne de l'UE15 à 98% de la moyenne de l'UE25. Mais la principale cause du ralentissement économique est la chute brutale du nombre mensuel de constructions nouvelles de logements, qui était passé de 18 400 en 1992 à plus de 126 700 en septembre 2006, au sommet de la bulle immobilière, pour tomber à 7 630 en 2010. Le principal moteur de la croissance s'est ainsi grippé. L'Espagne n'est pas seule dans cette situation. Les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Irlande avaient également fondé leur croissance sur une bulle immobilière au début des années 2000. Ce sont les pays les plus touchés par la crise qui a débuté en 2007. Ils ont tous en commun avec l'Espagne d'avoir artificiellement dopé leur croissance par l'endettement privé.

Comme les pays qui viennent d'être mentionnés, l'Espagne est en proie à une crise bancaire, qui menace sa stabilité financière. Les banques espagnoles sont essentiellement des banques de détail, elles ont donc été moins directement touchées par la crise des *subprimes* que les autres banques européennes. Mais, elles ont leurs propres actifs « douteux »⁶ : les crédits à la construction et à la promotion immobilière (en 2009, ils représentaient 40% du PIB espagnol), les crédits aux ménages et la dette souveraine européenne. En juin 2011, la Banque d'Espagne a estimé que plus de 16% du total des actifs des banques espagnoles détenus sur le secteur de la construction et de la promotion immobilière étaient des actifs « douteux ». Quant à l'exposition des banques espagnoles à la dette souveraine européenne, elle était estimée, au 31 décembre 2010, à 245 milliards d'euros dont 94,6% à la dette espagnole, et elle représentait 7,3% du total des actifs des banques espagnoles⁷.

Par ailleurs, l'Espagne ne fait plus figure de « bon élève » de la zone euro dans le domaine des finances publiques : l'excédent public de 2% du PIB en 2006-2007 s'est transformé en un des déficits les plus élevés de la zone, soit 11 points de PIB en 2009 et encore 9 points en 2010. Ce déficit peut être décomposé en 1,5 point de charges d'intérêt, 5,5 points de

⁶ La Banque d'Espagne définit les crédits « douteux » : ceux qui présentent des traites non payées sur plus de 90 jours et ceux sur lesquels les prêteurs ont émis des doutes sur le respect des engagements.

⁷ En décembre 2010, le total des actifs des établissements financiers espagnols s'élevait à plus de 3475 milliards d'euros. En décembre 2009, il représentait près de 350% du PIB.

déficit conjoncturel (en raison de la chute de l'activité de 13,4 points par rapport à la tendance d'avant la crise) et 2 points de déficit structurel primaire.

Bien que le taux d'endettement public espagnol soit encore l'un des plus bas, estimé à 60 % du PIB fin 2010 contre 85,5 % pour la zone euro, les marchés se défient des capacités de l'économie espagnole à maîtriser sa situation financière, en raison de ses faiblesses structurelles.

V/ La crise économique et sociale aggravée par les politiques d'ajustement

Face à la crise, la politique économique du gouvernement de José Luis Zapatero va connaître deux phases. Comme dans les autres pays européens, une politique de sauvetage des banques et de soutien à la croissance est d'abord mise en œuvre. Puis suivront les politiques d'austérité.

A partir de l'été 2008, est mis en place le « Plan Español de Estimulo de la Economía y el Empleo » appelé « Plan E » qui contient 91 mesures regroupées dans quatre champs : aides aux ménages et aux entreprises, promotion de l'emploi, aides au système financier, et celui des mesures de modernisation de l'économie. A ce plan, il faut ajouter trois autres plans de moindre envergure. Un plan d'augmentation des lignes de crédit accordées par le « Instituto de Credito Oficial » (ICO) aux PME et TPE et à l'habitat « Viviendas de Proteccion Oficial » à hauteur de 35 milliards d'euros en 2009 et 2010. Le « Plan Renove » destiné à la rénovation de l'habitat et des infrastructures hôtelières avec la mise en place de nouvelles lignes de crédit de l'ICO pour un montant de 2,5 milliards d'euros. Le plan « Vehiculo Innovador Vehiculo Eficiente » avec une dotation annuelle de 1,5 milliards d'euros de crédits à long terme et à taux bas (« creditos blandos ») pour renouveler le parc automobile et soutenir l'industrie. Ce plan s'accompagne de trois mesures d'austérité : baisse de 20 millions des dépenses de l'État pour l'année 2008, réduction de l'offre d'emplois publics en 2009, gel des hauts salaires dans les administrations, les organismes et les entreprises publics. Un an après sa mise en place, ce plan a permis au gouvernement d'injecter 50 milliards d'euro soit 2% du PIB, de réduire la pression fiscale sur les ménages et les entreprises de 3% du PIB mais il n'a pas endigué les destructions d'emplois (de décembre 2008 à décembre 2009, le taux de chômage est passé de 13,9% à 18,8% et, chez les moins de 25 ans, de 31,3% à 39,7%).

En octobre 2009, le gouvernement approuve un « second Plan E » avec la création d'un fond doté de 5 milliards d'euros, il espère ainsi impulser un nouveau modèle de croissance basé sur les énergies renouvelables, les nouvelles technologies et le développement durable et créer 200 000 emplois. La crise des dettes souveraines européennes va venir perturber la mise en place du second Plan E.

Dès mai 2010, le gouvernement espagnol en tant que « bon élève » donne l'exemple à ses camarades européens, il s'empresse de mettre en place un sévère programme d'austérité et il oublie ses priorités de début de crise qu'étaient l'emploi, le nouveau modèle de croissance, le maintien des acquis sociaux. La baisse du budget de l'État de 50 milliards d'euros jusqu'en 2013, la baisse de 5% en moyenne des salaires des fonctionnaires, le gel des retraites en 2011, une réforme du marché du travail et une réforme de la retraite constituent les principales mesures de ce programme.

Le gouvernement espagnol a réformé le marché du travail avec un triple objectif : la réduction des contrats précaires, une augmentation de la flexibilité interne du travail pour une plus grande compétitivité, et une incitation à l'embauche des sans-emploi avec des réductions de charges sociales⁸. Cette nouvelle loi est supposée réduire les inégalités entre travailleurs stables, bien protégés, et les autres, très nombreux, qui ont des contrats précaires (entre décembre 2000 et décembre 2006, la part des contrats précaires est passée de 32,1% à 33,8%). Cette politique va contribuer à généraliser un nouveau type de CDI, avec moins d'indemnités de licenciement, ce qui est une mesure particulièrement mal venue en période de forte hausse du chômage.

Par ailleurs, le gouvernement espagnol a poursuivi les privatisations, et a engagé un programme de restructuration des caisses d'épargne qui permet à l'État de se désengager de ces institutions parapubliques souvent très proches des gouvernements autonomes et très actives dans le financement des autorités régionales⁹. Cette réforme a contraint les Cajas (Caisses) à fusionner puis à se rattacher à une nouvelle banque commerciale qui est cotée et donc soumise à la « discipline des marchés ». Avant la restructuration, l'Espagne comptait 45 Cajas, elles ne sont plus que 18 dont 98% sont des banques, le nombre d'employés par agence a baissé d'entre 9% et 23%. Le coût de la recapitalisation des Cajas s'élève à 13,4 milliards d'euros, dont 56,4% ont été apportés par l'État, le reste par les marchés.

La réduction du déficit public et le contrôle de la dette publique sont devenus la priorité du gouvernement espagnol. L'Espagne veut être 1^{ère} de la « classe européenne ». Répondant à l'appel lancé le 16 août 2011 par A. Merkel et N. Sarkozy, les députés espagnols approuvent, dès septembre, avec une majorité écrasante, l'amendement inscrivant dans la Constitution espagnole la « règle d'or » limitant le déficit public. Cette règle s'accompagne d'une loi qui devrait être votée d'ici à l'été 2012 et qui fixera à partir de 2020 un déficit public maximum à 0,4% du PIB. Mais les marchés sont ingrats : ils ne sont pas convaincus par le zèle espagnol puisque, le 15 septembre 2011, le taux de rendement des obligations de l'État espagnol s'élève à 5,4% contre un taux à 1,9% pour les obligations de l'État allemand, soit une prime de risque de 3,5%. Les efforts du gouvernement espagnol sont mal récompensés par les agences de notation qui abaissent les unes après les autres leurs notes de l'Espagne. L'agence Standard and Poor's, par exemple, a attribué sa meilleure note AAA à la dette espagnole le 13 décembre 2004, puis l'a dégradée en AA+ le 19 janvier 2009 et encore en AA le 28 avril 2010 et enfin, visiblement peu convaincue par la politique d'austérité, elle la note AA- à la mi-novembre 2011.

L'impact social de la crise est considérable. Il y a, en premier lieu, une montée brutale du chômage, avec près de 4 800 000 chômeurs en juin 2011, soit un taux de chômage de 21%, le plus élevé de la zone euro, en particulier chez les jeunes (46%). Les indicateurs de précarité au travail sont également à un niveau très défavorable à l'Espagne : 27,5% des salariés ont un contrat temporaire de 2007 à 2011, pour seulement 16,1% en moyenne dans la zone euro. Les ménages perdent non seulement leur emploi, mais aussi leur logement : il y a eu en 2010 près de 300 000 expulsions de ménages insolubles. D'après les résultats de

⁸ Real Decreto-ley 10/2010, de 16 de junio, de medidas urgentes para la reforma del mercado del trabajo.

⁹ Le programme de restructuration des « Cajas de ahorros » comporte trois phases : la loi « del FROB » (Fondo de Reestructuración Ordenada Bancaria) de 9/2009 qui impulse le processus de fusion des Cajas, la loi de 11/2010 qui modifie la forme juridique des Cajas et leur permet d'avoir le statut d'une banque et d'accéder ainsi aux marchés, et la loi de 2/2011 dite de renforcement du système financier espagnol qui impose aux Cajas le respect d'un ratio de solvabilité de 8% à 10% (Core Tiers 1).

l'enquête ECV « Encuesta de Condiciones de Vida » de 2011, les ménages espagnols se sont appauvris. En une année, ils ont vu leurs revenus annuels moyens baisser de 4,4%. Plus de 21% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, 26,1% des ménages connaissent des fins de mois difficiles, et un ménage sur trois se dit ne pas pouvoir faire face à des dépenses imprévues.

VI/ L'avenir incertain de l'économie espagnole

La crise a révélé deux visages de l'économie espagnole. D'un côté, un processus de développement économique rapide depuis l'entrée dans le Marché commun en 1986. Pendant deux décennies, l'Espagne a été considérée comme l'un des pays les plus dynamiques d'Europe. Pour satisfaire une demande en pleine expansion, l'Espagne a effectué des importations massives en provenance des pays les plus avancés du Nord de l'Europe; les excédents de ces derniers étaient réinvestis en Espagne, notamment dans le secteur immobilier. L'Espagne a permis aux investisseurs étrangers d'obtenir des rendements élevés pendant la bulle immobilière de 2001 à 2006. Ces derniers ont réalisé des investissements de portefeuilles s'élevant à plus de 92 milliards d'euros en moyenne par an, soit près de 10% du PIB. De leur côté, les grands groupes espagnols, qu'il s'agisse de Banco Santander, Telefonica, BBVA, Zara, se portent bien grâce à leur activité à l'étranger, en particulier en Amérique Latine¹⁰. Mais, le « miracle » espagnol est en trompe l'œil car l'économie a été artificiellement dopée par la bulle immobilière, l'endettement des ménages et les aides européennes. A la suite de la crise, aggravée par les politiques d'austérité, l'Espagne montre un nouveau visage inquiétant. Le chômage s'accroît dramatiquement, particulièrement parmi les jeunes, le secteur informel se développe ainsi que la précarité¹¹, l'État et les relations sociales se décomposent, l'émigration prend de l'importance et la population espagnole risque de diminuer¹². Les politiques du gouvernement conservateur Rajoy vont durcir l'austérité salariale, alléger la fiscalité des entreprises et des hauts revenus, ce qui ne pourra qu'aggraver la récession et dégrader les finances publiques. Le mouvement des indignés, porteur d'un message de révolte et de changement de société, témoigne de l'absence de perspectives pour une Espagne prise au piège de la dette et des politiques d'austérité inefficaces et antisociales. Seule une relance coordonnée à l'échelle de l'Union européenne, prenant en compte la situation spécifique de chaque pays membre, permettrait de sortir l'Europe et l'Espagne de la dangereuse spirale déflationniste qui les guette.

¹⁰ Fin mai 2011, ces trois groupes étaient dans le peloton de tête des 50 plus grosses capitalisations européennes (Banco Santander occupe la 3^{ème} place de l'indice Euro Stoxx50, derrière Total et Siemens, Telefonica la 4^{ème} place et BBVA la 15^{ème} place). Été 2011, The Bankers classe à la 9^{ème} place mondiale Banco Santander en termes de bénéfices réalisés et BBVA à la 19^{ème} place. En 2010, les bénéfices de Telefonica ont augmenté de 30,8% et le groupe a licencié 6000 salariés afin de maintenir sa compétitivité.

¹¹ D'après une étude réalisée par des universitaires espagnols pour la fondation « Funcas », l'économie souterraine a rapidement augmenté à partir des années 90 pour atteindre aujourd'hui 21,5% du PIB espagnol. Pour la période 2005-2008, ils estiment à 66 milliards d'euros les pertes fiscales pour l'État espagnol.

¹² En 2010, les émigrés sont plus de 5,7 millions, soit plus de 12% de la population espagnole, et les émigrés roumains et marocains sont les plus nombreux (14,5% et 13,1% du total des émigrés). Après 10 années de hausse, la natalité espagnole diminue en 2009 avec une moyenne de 1,39 enfant par femme.